

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 3126

[C — 2003/11340]

**11 JUILLET 2003. — Arrêté royal
instituant le Commissariat général belge
près l'Exposition universelle d'Aïchi en 2005**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 février 1931 portant approbation de la Convention concernant les Expositions internationales, Protocole et Protocole de signature, signée à Paris le 22 novembre 1928;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 17 janvier 2003 d'organiser une participation officielle de la Belgique à l'Exposition universelle d'Aïchi en 2005;

Vu l'enregistrement de l'Exposition précitée d'Aïchi par le Bureau International des Expositions en date du 15 décembre 2000;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 15 avril 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Commissaire général du Gouvernement belge près l'Exposition universelle d'Aïchi en 2005 a pour mission de réaliser, sous l'autorité de Notre Ministre de l'Economie, la conception, la préparation, l'organisation et la liquidation de la participation belge à cette manifestation. Il est notamment chargé :

- 1° de recruter les exposants belges et de définir les conditions d'admission de ceux-ci;
- 2° de régler l'attribution et la répartition des emplacements de la section belge;
- 3° d'approuver tous les plans et faire procéder à la réception de tous les travaux édifiés dans l'enceinte de la section belge;
- 4° de prendre toutes mesures en vue d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens à l'intérieur de la section belge.

Art. 2. Le Commissaire général dispose, dans le cadre des crédits mis à sa disposition, de tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut notamment à cet effet :

- 1° stipuler et s'engager; prendre à bail, sous-louer et gérer tous biens immeubles; acquérir, aliéner, échanger ou louer tous biens meubles; transiger ou compromettre sur tous achats rentrant dans le cadre de ses attributions;
- 2° traiter toutes conventions ou marchés en rapport avec ses attributions, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté;
- 3° édicter les règlements de la section belge.

Art. 3. § 1^{er}. Dans le cadre des crédits mis à sa disposition, le Commissaire général peut faire exécuter tous les travaux de construction ou de décoration, arrêter des plans et devis, avec le concours de tous experts désignés par lui.

§ 2. Il peut également, moyennant l'approbation de Notre Ministre de l'Economie :

- 1° recruter et révoquer tous collaborateurs du Commissariat général;
- 2° fixer les attributions de tous les membres du Commissariat général;
- 3° fixer les traitements, indemnités, honoraires et frais de représentation de tous ses collaborateurs et de son personnel.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 3126

[C — 2003/11340]

**11 JULI 2003. — Koninklijk besluit
tot oprichting van het Belgisch Commissariaat-generaal
bij de Wereldtentoonstelling van Aïchi in 2005**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 februari 1931 tot goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de internationale Tentoonstellingen, Protocol en Ondertekeningsprotocol, ondertekend op 22 november 1928 te Parijs;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 17 januari 2003 om een officiële Belgische deelneming te organiseren bij de Wereldtentoonstelling van Aïchi in 2005;

Gelet op de inschrijving van voornoemde Tentoonstelling van Aïchi door het Internationaal Bureau voor Tentoonstellingen van 15 december 2000;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Commissaris-generaal van de Belgische Regering bij de Wereldtentoonstelling van Aïchi 2005 heeft als opdracht, onder het gezag van Onze Minister van Economie, het ontwerp, de voorbereiding, de organisatie en de vereffening van de officiële Belgische deelneming aan deze manifestatie te verwezenlijken. Hij is namelijk belast met :

- 1° de Belgische exposanten te recruter en er de deelnemingsvoorwaarden van te bepalen;
- 2° de toekenning en de verdeling der plaatsruimten van de Belgische sectie te regelen;
- 3° alle plannen goed te keuren. Hem moeten alle werken binnen de omheining van de Belgische sectie voor goedkeuring worden onderworpen;
- 4° alle maatregelen te nemen met het oog op het handhaven van de orde en de veiligheid van personen en goederen binnen de Belgische sectie.

Art. 2. De Commissaris-generaal beschikt, binnen het kader van de kredieten die te zijner beschikking worden gesteld, over alle bevoegdheden welke nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht. Met dat doel mag hij namelijk :

- 1° zich verbinden en bedingen, alle onroerende goederen huren, onderhuren en beheren; alle roerende goederen kopen, vervreemden, ruilen of huren; onderhandelen over of schikkingen treffen voor alle aankopen binnen het kader van zijn bevoegdheden;
- 2° alle overeenkomsten in verband met zijn bevoegdheden, zoals zij in onderhavig besluit worden bepaald, sluiten;
- 3° de reglementen van de Belgische sectie uitvaardigen.

Art. 3. § 1. Binnen het kader van de kredieten die te zijner beschikking worden gesteld, mag de Commissaris-generaal alle bouwen versieringswerken doen uitvoeren, plannen en bestekken opmaken, met samenwerking van alle deskundigen door hem aangeduid.

§ 2. Hij mag ook, mits goedkeuring van Onze Minister van Economie :

- 1° alle medewerkers van het Commissariaat-generaal aanwerven en ontslaan;
- 2° de bevoegdheden van alle leden van het Commissariaat-generaal bepalen;
- 3° de wedden, vergoedingen, erelonen en representatiekosten van al zijn medewerkers en van zijn personeel bepalen.

Art. 4. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Commissaire général ou le Commissaire général adjoint représentent le Gouvernement belge auprès des autorités japonaises chargées de la réalisation de l'Exposition universelle d'Aïchi en 2005.

Art. 5. Le Commissaire général peut, sous sa responsabilité et dans les limites qu'il détermine, déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Art. 6. Le Commissaire général soumet à l'approbation de Notre Ministre de l'Economie le plan financier destiné à permettre la participation belge à l'Exposition.

Ce plan contiendra le projet de budget du Commissariat général.

Les dépenses prévues dans ce budget doivent toujours être en équilibre par rapport aux crédits variables prévus à cet effet au Fonds pour l'Organisation des Expositions internationales.

Art. 7. Le Commissaire général dispose des crédits mis à sa disposition par Notre Ministre de l'Economie dans le cadre des autorisations et crédits prévus à cette fin dans le budget de son département. Le Commissaire général dispose également de tous les fonds provenant de tiers.

Le budget du Commissariat général comporte en dépenses tous les frais nécessaires à son fonctionnement et en recettes, outre les crédits mis à sa disposition par Notre Ministre de l'Economie, toutes les recettes provenant de versements de tiers ainsi que toutes les recettes généralement quelconques réalisées dans l'exercice de la mission du Commissariat général.

Le Commissariat général ne peut conclure des engagements qu'à concurrence des crédits provenant, d'une part, de l'Etat, et d'autre part, des droits acquis pour les recettes propres.

Art. 8. Le Commissaire général gère le budget avec le concours du Trésorier nommé par Notre Ministre de l'Economie; il engage et approuve les dépenses dans le cadre des moyens prévus.

Au-delà de 30.000 euros, la dépense devra être approuvée par Notre Ministre de l'Economie.

Art. 9. Le Trésorier établit les comptes justificatifs en formulant à l'attention de Notre Ministre de l'Economie, le cas échéant, les remarques qu'appellent ces comptes et les pièces justificatives qui s'y rapportent.

Le Commissaire général vérifie ces comptes et les contresigne en y indiquant "vu et certifié exact". Ils sont alors approuvés par Notre Ministre de l'Economie qui les transmet ensuite à la Cour des comptes.

L'Inspection des Finances accréditée auprès du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, peut exercer un contrôle sur les comptes du Commissariat général.

Art. 10. Notre Ministre de l'Economie pourra attribuer au Commissaire général, au Commissaire général adjoint et au Trésorier des montants forfaitaires pour frais de réception et de représentation. Ces montants sont à imputer au budget du Commissariat général.

Art. 11. Le statut du personnel et des collaborateurs du Commissariat général est régi par les règles du droit privé ou par celles propres aux agents des services publics appelés, notamment par voie de détachement et de mise à la disposition, à fournir des prestations dans le cadre de la réalisation de l'Exposition.

Art. 12. Notre Ministre de l'Economie fixe la date à laquelle prendra fin la mission du Commissaire général et celle du Commissaire général adjoint.

Art. 13. Le Commissaire général veille à ce que, à l'issue de sa mission, les dossiers, documents et pièces de comptabilité ainsi que les collections, des catalogues et règlements soient versés dans les archives du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 17 janvier 2003.

Art. 4. In de uitoefening van hun ambtsverrichtingen, vertegenwoordigen de Commissaris-generaal of de Adjunct-Commissaris-generaal de Belgische Regering bij de Japanse autoriteiten, belast met de realisatie van de wereldtentoonstelling van Aïchi in 2005.

Art. 5. De Commissaris-generaal mag, onder zijn verantwoordelijkheid en binnen de grenzen door hem bepaald, een deel van de hem toegekende bevoegdheden overdragen alsmede de ondertekening van zekere stukken en briefwisseling.

Art. 6. De Commissaris-generaal legt aan Onze Minister van Economie het financieel plan voor, dat er op gericht is de Belgische deelneming aan de Tentoonstelling mogelijk te maken.

Dit plan zal het ontwerp van de begroting van het Commissariaat-generaal bevatten.

De in deze begroting voorziene uitgaven moeten steeds in evenwicht zijn met de hiertoe voorziene variabele kredieten op het Fonds voor de Organisatie van Internationale Tentoonstellingen.

Art. 7. De Commissaris-generaal beschikt over de kredieten hem door Onze Minister van Economie ter beschikking gesteld in het kader van de machtigingen en kredieten te dien einde voorzien in de begroting van zijn departement. De Commissaris-generaal beschikt eveneens over alle van derden ontvangen fondsen.

De begroting van het Commissariaat-generaal behelst als uitgaven alle voor zijn werking nodige kosten en als ontvangsten, buiten hem door Onze Minister van Economie ter beschikking gestelde kredieten, alle ontvangsten voortvloeiende uit stortingen van derden evenals alle ontvangsten ingevolge de uitoefening van de opdracht van het Commissariaat-generaal.

De Commissaris-generaal kan slechts verbintenissen aangaan tot beloop van de som van enerzijds de door de Staat toegezegde kredieten en anderzijds de verworven rechten voor de eigen ontvangsten.

Art. 8. De Commissaris-generaal beheert de begroting met de medewerking van een Penningmeester benoemd door Onze Minister van Economie; hij legt de uitgaven vast en keurt ze goed, binnen het kader van de voorziene middelen.

Boven de 30.000 euro zal de uitgave door Onze Minister van Economie moeten goedgekeurd worden.

Art. 9. De Penningmeester stelt de verantwoordingsrekeningen op en voegt er, desgevallend, ten behoeve van Onze Minister van Economie de bemerkingen aan toe waartoe bedoelde rekeningen en de bijhorende verantwoordingsstukken aanleiding geven.

De Commissaris-generaal ziet deze rekeningen na en ondertekent ze "voor waar en echt" waarna ze door Onze Minister van Economie worden goedgekeurd en vervolgens aan het Rekenhof worden overgemaakt.

De Inspectie van Financiën, geaccrediteerd bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, kan nazicht uitoefenen op de rekeningen van het Commissariaat-generaal.

Art. 10. Onze Minister van Economie zal de Commissaris-generaal, de Adjunct-Commissaris-generaal en de Penningmeester forfaitaire bedragen kunnen toekennen voor receptie- en representatiekosten. Deze bedragen zijn aan te rekenen op de begroting van het Commissariaat-generaal.

Art. 11. Het statuut van het personeel en van de medewerkers van het Commissariaat-generaal wordt beheerd door de regelen van het privaat recht of door deze eigen aan de ambtenaren in openbare diensten die, inzonderheid via de detachering en het ter beschikking stellen, geroepen worden tot het uitvoeren van prestaties binnen het kader der verwezenlijking van de Tentoonstelling.

Art. 12. Onze Minister van Economie bepaalt de datum waarop de opdracht van de Commissaris-generaal en deze van de Adjunct-Commissaris-generaal zal beëindigd zijn.

Art. 13. De Commissaris-generaal zorgt ervoor dat, bij de beëindiging van zijn opdracht, de bundels, documenten en alle stukken van de boekhouding alsmede verzamelingen van catalogi en reglementen in het archief van FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie zullen overgebracht worden.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 17 januari 2003.

Art. 15. Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 15. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 3127

[C — 2003/14180]

23 JUI 2003. — Arrêté royal relatif à la coordination des créneaux horaires à l'aéroport de Bruxelles-National

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui est soumis à la signature de Votre Majesté a été pris en exécution du Règlement (CEE) n° 95/93 du Conseil du 18 janvier 1993 fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté. Les dispositions de ce texte permettent à un Etat membre, sur base d'une analyse de capacité effectuée selon des méthodes généralement reconnues, de qualifier un aéroport situé sur son territoire d'entièrement coordonné afin que la capacité disponible puisse être utilisée de façon optimale.

Suite aux plaintes de compagnies de transport aérien relatives aux problèmes de capacité à l'aéroport de Bruxelles-National, l'Administration de l'Aéronautique — actuelle Direction générale Transport aérien — a demandé en 1999 à EUROCONTROL d'effectuer une analyse de la capacité côté pistes de l'aéroport de Bruxelles-National. Conformément aux dispositions du règlement susmentionné, les résultats de cette analyse ont fait l'objet d'une discussion avec tous les intéressés, notamment BIAC, exploitant de l'aéroport, BELGOCONTROL, contrôleur du trafic aérien, l'Administration de l'Aéronautique, ainsi qu'au sein du comité de coordination existant, où siègent également des représentants de compagnies aériennes, de leurs organisations représentatives, et de l'aviation générale. Tous les intéressés marquèrent leur accord sur la nécessité de qualifier l'aéroport d'entièrement coordonné.

Les résultats de l'analyse ainsi que les conclusions des intéressés furent communiqués à la Commission européenne qui insista pour qu'une analyse de capacité de l'aéroport côté ville soit effectuée. Cette analyse fut réalisée sans délai.

Entre-temps, les événements dramatiques du 11 septembre 2001 furent la cause d'une baisse drastique du trafic aérien à travers le monde. En ce qui concerne Bruxelles-National, cette diminution fut encore aggravée par les faillites de City Bird et de la plus grande compagnie de transport aérien, SABENA, qui jusque-là assumait entièrement la coordination des créneaux de l'aéroport selon les règles IATA. Il était alors en effet de pratique courante, parmi les Etats membres de l'Union européenne, que la compagnie aérienne nationale se charge de la coordination des créneaux. Dans le cadre de la révision en cours du règlement, il est prévu que la réglementation européenne exige une indépendance de fait du coordonnateur, exigence dont tient déjà compte l'arrêté qui Vous est maintenant soumis.

Suite à ce déclin du transport aérien, il était indiqué de confronter les premières analyses de capacité de l'aéroport de Bruxelles-National côté pistes et côté ville aux changements dans l'intensité du trafic. Aussi, la Direction générale Transport aérien a-t-elle demandé à EUROCONTROL de mettre à jour la précédente analyse de capacité côté pistes, tandis que l'exploitant de l'aéroport faisait de même pour la capacité côté ville. Ces analyses actualisées viennent de se terminer et ont été, comme les précédentes, discutées en présence des intéressés lors d'une réunion tenue le 13 janvier 2003 auprès de la Direction générale Transport aérien. La reprise constatée de la demande pour la prochaine saison estivale à l'aéroport de Bruxelles-National, ainsi que la reprise attendue du trafic aérien sur le plan mondial, font apparaître une insuffisance de la capacité que peut offrir l'aéroport de Bruxelles-National, tout au moins en périodes de pointe. Les parties intéressées en sont arrivées à une conclusion identique, à savoir que la qualification de l'aéroport de Bruxelles-National d'entièrement coordonné était toujours nécessaire.

L'arrêté soumis à Votre signature va au-devant des exigences de la réglementation européenne en ce qui concerne l'indépendance de fait du coordonnateur. Par sa constitution en a.s.b.l., qui sera désignée en

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 3127

[C — 2003/14180]

23 JUNI 2003. — Koninklijk besluit betreffende de slotcoördinatie op de luchthaven Brussel-Nationaal

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd werd genomen ter uitvoering van de Verordening (EEG) nr. 95/93 van de Raad van 18 januari 1993 betreffende gemeenschappelijke regels voor de toewijzing van «slots» op communautaire luchthavens. Op grond van de bepalingen van deze tekst kan een Lid-Staat een luchthaven op zijn grondgebied, op grond van een capaciteitsanalyse verricht volgens algemeen erkende methodes, bestempelen als volledig gecoördineerd om zo een optimaal gebruik van beschikbare capaciteit mogelijk te maken.

Toen luchtvaartmaatschappijen zich beklaagden over capaciteitsproblemen op de luchthaven Brussel-Nationaal heeft in 1999 het toenmalige Bestuur van de Luchtvaart, nu Directoraat-generaal Luchtvaart geheten, Eurocontrol verzocht een analyse van de capaciteit aan de luchtzijde van de luchthaven Brussel-Nationaal te verrichten. Conform de bepalingen van de bovenvermelde verordening werden de resultaten van deze analyse besproken met alle betrokkenen, met name de luchthavenexploitant BIAC, de luchtverkeersleiding BELGOCONTROL, het Bestuur van de Luchtvaart en in het al opgerichte coördinatiecomité waarin naast vertegenwoordigers van de luchthavenexploitant en de luchtverkeersleiding ook vertegenwoordigers van de luchtvaartmaatschappijen en hun representatieve organisaties en van de algemene luchtvaart zitting hebben. Al de betrokkenen waren het er toen over eens dat de bestempeling van de luchthaven als volledig gecoördineerd noodzakelijk was.

De resultaten van de analyse en de conclusie van alle betrokkenen werden meegedeeld aan de Europese Commissie die echter aandrong op de uitvoering van een capaciteitsanalyse aan de landzijde van de luchthaven. Deze analyse werd zonder verwijl uitgevoerd.

Ondertussen zorgden de dramatische gebeurtenissen van 11 september 2001 wereldwijd voor een drastische daling van het luchtverkeer. Wat Brussel-Nationaal betreft, werd deze daling nog verergerd door de faling van City Bird en van de grootste Belgische luchtvaartmaatschappij, SABENA, die tot dan toe volledig instond voor de slotcoördinatie van de luchthaven volgens de IATA-regels. Dat daardoor de nationale luchtvaartmaatschappij instond voor de slotcoördinatie was een verspreide praktijk in de Lid-Staten van de Europese Unie. In het licht van de aan gang zijnde herziening van de verordening, wordt voorzien dat de Europese regelgeving echter de de facto onafhankelijkheid van de coördinator zal eisen. Het koninklijk besluit dat U nu wordt voorgelegd, komt tegemoet aan deze eis.

Door deze achteruitgang van het luchtverkeer was het evenwel aangewezen de oorspronkelijke capaciteitsanalyses aan de lucht- en landzijde van Brussel-Nationaal te toetsen aan de gewijzigde verkeersintensiteit. Daarom heeft het Directoraat-generaal Luchtvaart (voorheen Bestuur van de Luchtvaart) EUROCONTROL verzocht om de vorige capaciteitsanalyse aan de luchtzijde te updaten, terwijl de luchthavenexploitant hetzelfde deed wat betreft de capaciteit aan de landzijde. Deze bijgewerkte analyses werden zopas beëindigd en net als de oorspronkelijke analyses besproken met de betrokkenen tijdens een vergadering bij het Directoraat-generaal Luchtvaart op 13 januari 2003. Door de vaststelbare heropleving van de vraag voor het komende zomerseizoen op de luchthaven Brussel-Nationaal en de verwachte heropleving van het luchtverkeer wereldwijd, blijkt dat het capaciteitsaanbod op de luchthaven Brussel-Nationaal, althans tijdens de piekperiodes, onvoldoende is om hieraan te voldoen. De conclusie van de betrokken partijen is dan ook dat de bestempeling van de luchthaven Brussel-Nationaal als volledig gecoördineerd nodig blijft.

Het voorliggende koninklijk besluit komt tegemoet aan de eisen van de Europese regelgeving qua de facto onafhankelijkheid van de coördinator. Door de oprichting van een v.z.w. die zal worden